

L'accord sur le nucléaire iranien renforce le rôle de Téhéran dans les hydrocarbures

Samuele Furfari¹

L'accord du 14 juillet 2015 entre l'Iran et les puissances internationales restreint l'usage du nucléaire par Téhéran. Mais il aura également, et surtout, un fort impact sur la politique iranienne dans le domaine des hydrocarbures en mettant fin aux sanctions occidentales vis-à-vis de la République Islamique dans le transfert des technologies et des échanges commerciaux. Téhéran va pouvoir renforcer ses positions sur le marché international du pétrole et du gaz.

L'accord du 14 juillet 2015 entre l'Iran, les cinq membres permanents des Nations unies, l'Allemagne et l'UE, appelé *Joint Comprehensive Plan of Action*, est présenté comme un accord sur le « nucléaire iranien ». Ça l'est, à l'évidence, car l'objectif est de limiter le développement du nucléaire en Iran sans franchissement possible de la frontière permettant au pays de se doter de l'arme nucléaire. Mais, si cet accord prévoit explicitement la possibilité pour l'Iran de « profiter pleinement de son droit à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques », c'est surtout dans le domaine du pétrole, du gaz et de la pétrochimie qu'il va avoir de l'influence. Le mot pétrole apparaît 65 fois dans le texte, l'expression « pétrole, gaz et pétrochimie » 11 fois. Les hydrocarbures constituent donc bel et bien une partie très importante de cet accord.

Un embargo fatal

Comme nous l'avions suggéré², cette entente a été possible car la contre-révolution des énergies fossiles a mis fin à la parenthèse

de quarante années inaugurée en 1973 par le colonel Kadhafi et que l'ayatollah Khomeiny avait renforcée en 1979.

Nous avons expliqué que ces stratégies avaient été un échec pour cinq raisons :

- La Convention du droit de la mer des Nations unies a ouvert à l'exploitation de nouveaux bassins d'hydrocarbures dans des endroits divers, y compris dans les pays de l'OCDE.
- Il n'y a jamais eu autant d'investissements dans l'exploration-production de pétrole, grâce aux prix élevés de ces dernières années et à des évolutions technologiques majeures qui ont permis de rendre plus performante les anciennes et d'en développer de nouvelles.
- Ces mêmes technologies ont permis de découvrir d'abondantes réserves de gaz conventionnel.
- Les États-Unis ont ouvert la voie à la révolution des gaz de roche-mère (improprement appelés gaz de schiste).
- La production de pétrole de roche-mère vient s'ajouter à la production conventionnelle déjà abondante.

Il en a découlé une abondance de pétrole brut, à la fois conventionnel et de roche-mère, une surabondance de gaz naturel conventionnel et de roche-mère qui ont permis, après des

1. L'auteur s'exprime ici à titre personnel.

2. Samuele Furfari, « Accord de Genève : acte de naissance de la contre-révolution énergétique », *La Revue de l'Énergie* n° 618 – mars-avril 2014.

années de palabres inefficaces pour dissuader l'Iran d'enrichir de l'uranium à des fins militaires, de décréter un embargo fatal pour l'économie de ce pays.

Comme déjà souligné³, malgré l'abondance des réserves de pétrole au Moyen-Orient, les pays de l'OCDE peuvent se réjouir d'avoir enrayé la stratégie pétrolière de l'OPEP au point qu'en dépit d'une situation chaotique dans les pays arabes, le prix du pétrole s'est effondré et restera à ce niveau bas encore longtemps.

L'Iran l'a compris et a dû se résigner à l'admettre. Les sanctions, et notamment l'embargo sur la vente de pétrole iranien, ont eu pour conséquence que le pays a perdu 70 % des revenus de ses exportations de pétrole, soit 50 % des revenus du gouvernement, une inflation et des prix à la consommation insupportables. L'arme pétrolière qu'avait inventée Khomeiny a fait long feu et l'Iran a dû se résoudre à abandonner cette stratégie.

Certes, la lutte pour l'hégémonie entre sunnites et chiïtes, et notamment la volonté de Barack Obama de rééquilibrer la position des USA entre ces deux groupes et la capacité de l'Iran à lutter efficacement contre l'État islamique ont également contribué à ouvrir puis conclure les négociations. Bien que ces négociations ont déplu fortement à son allié saoudien – malgré la forte opposition d'Israël et de ses soutiens au Congrès –, les USA et les autres pays et l'UE ont poursuivi et réussi leur entreprise, dans un monde d'abondance en énergies fossiles où le mécontentement de l'Arabie saoudite, allié pétrolier depuis l'accord du Quincy du 14 février 1945, est devenu secondaire.

Avant la révolution islamique de 1979, l'Iran du Shah produisait 5,3 millions de baril par jour (Mb/j) et en exportait 4,7. La conséquence de la révolution a été catastrophique pour le secteur pétrolier car l'Iran a évincé de son territoire les compagnies internationales en nationalisant leurs biens et en introduisant un type

de contrat pétrolier unique au monde, appelé *buy-back*, qui oblige les compagnies étrangères à payer pour pouvoir explorer, en étant remboursées sur la production de pétrole ou de gaz à un taux fixé par le gouvernement. Même en l'absence de sanctions qui, *de facto*, interdisaient aux compagnies internationales de collaborer avec l'Iran, ces obligations ne pouvaient de toute façon pas les attirer quand, dans une multitude d'endroits dans le monde, elles étaient bien accueillies.

La demande interne croissant à cause de l'augmentation de la population et de sa demande de mobilité, les exportations de l'Iran qui représentaient 88 % de la production lors de l'arrivée au pouvoir des mollahs n'étaient plus que 56 % lorsque les sanctions internationales de 2011 sont tombées. Elles ont ainsi fait chuter les exportations de brut iranien de 2,5 Mb/j à 1,6⁴, ce qui a fortement handicapé l'économie (le manque à gagner était de l'ordre de 35 milliards \$ par an...).

Asphyxié, l'Iran a dû admettre que l'époque de l'utilisation de l'arme pétrolière était révolue et que le réalisme devait primer.

100 milliards de dollars d'investissements nécessaires

Selon IHS Energy, l'Iran disposerait de 40 Mb stockés dans des tankers qui n'attendent que des acheteurs, une explication à la baisse immédiate des prix du brut qui a suivi l'annonce de l'accord de Vienne. Le pays pourrait accroître sa production de l'ordre d'un demi-Mb/j en quelques mois. L'Iran espère ainsi passer des 3,4 Mb/j de pétrole actuels à 5 Mb/j d'ici 2020. Pour cela, il est urgent d'attirer les investisseurs étrangers car la technologie iranienne est obsolète, un paradoxe pour un pays qui détient 9,3 % des réserves de pétrole (quatrième rang mondial). Dès 2014, Mohamad Javad Zarif, le ministre des Affaires étrangères de l'Iran, avait commencé à courtiser les

Le prix du pétrole s'est effondré et restera à ce niveau bas encore longtemps

3. Samuele Furfari, *Vive les énergies fossiles. La contre-révolution énergétique*, Texquis, 2014.

4. BP *Statistical Review of World Energy*, June 2015.

investisseurs japonais, affirmant que son pays aurait besoin d'au moins 100 milliards de dollars d'investissements étrangers dans le domaine du pétrole et du gaz.

C'est pourquoi le président de la République, Hassan Rohani, le 23 janvier 2014 lors du Forum économique mondial de Davos, a explicitement invité les compagnies internationales à revenir en Iran car le pays allait abandonner les contrats *buy-back*. Lors d'une rencontre à Bruxelles, le 2 juillet 2015⁵, le vice-ministre de l'Énergie, Aji Majedi, a confirmé que la loi allait être modifiée et que les accords seront du type « contrats de services ». Les compagnies pétrolières préfèrent les « contrats de partage de production », mais elles ne boudent pas un retour dans un pays où la prospection et la production sont faciles et bon marché (pas temps par nécessité que pour être présentes quand d'autres modifications dans l'ordonnancement du pays se concrétiseront).

L'accord de Vienne prévoit explicitement que « *les États-Unis mettent fin, et continueront de le faire, aux sanctions* », notamment celles relatives aux « *investissements dans l'expertise technologie et technique dans le secteur du pétrole, du gaz et de la pétrochimie de l'Iran* » ainsi que dans « *les transactions avec le secteur énergétique de l'Iran* », y compris avec l'entreprise nationale NIOC.

Une porte du paradis pétrolier s'est rouverte et une autre va s'ouvrir. En fait, elle l'est déjà puisque l'Arabie Saoudite ainsi que les monarchies du Golfe n'ont pas attendu la fin des négociations pour augmenter leur production pétrolière. En juin 2015, l'Arabie saoudite a battu son record historique avec 10,6 Mb/j.

La course entre les USA et l'Arabie saoudite pour le primat de la production pétrolière va se poursuivre. D'évidence, Ryad – grâce à sa grande réserve de capacité de production – entend faire revenir les prix à un niveau qui va pénaliser l'allié américain et limiter en même temps les revenus du rival sur l'autre rive du golfe Persique. L'Irak, qui a besoin de revenus

Attirer les investisseurs étrangers car la technologie iranienne est obsolète

importants afin de pouvoir faire face à la terrible situation engendrée par l'État islamique, produit également de plus en plus. En juin, l'Irak a atteint 4 Mb/j, un niveau record (le précédent, datant de 1979, était de 3,5 Mb/j). Le prix du brut ne pourra

que descendre dans de telles conditions.

Quant à la production de pétrole aux USA, elle est encore en hausse et ce, grâce à l'innovation technologique et à la recherche de l'efficacité énergétique à tous les niveaux. Il est utile et nécessaire de répéter que l'énergie est avant tout une question de technologie : ce sont les progrès qui ont conduit à l'abondance de pétrole et la surabondance de gaz naturel, contraignant l'Iran à négocier. Et l'Histoire nous enseigne que la technologie précède la géopolitique : Churchill s'est intéressé au Moyen-Orient parce que ses pétroliers avaient la technologie pour produire de l'or noir.

Le prix du brut va donc baisser, un retour à la réalité et à la normalité du marché pétrolier⁶. Nous allons assister à un retour de la volatilité des prix du brut au lieu de prix anormalement hauts. Le script du marché du pétrole ayant été complètement réécrit suite à la révolution technologique dans le domaine de la prospection et de l'exploration pétrolière, l'Iran doit admettre – même à contrecœur – que cette ouverture des *portes du paradis* pétrolier signifie aussi de demeurer dans *le purgatoire* des prix bas pour longtemps. Il faudra vendre plus pour gagner autant qu'avant. Gageons que le pétrole va couler à flots...

L'enjeu gazier

Mais un autre secteur va prendre aussi plus d'importance, même si l'on ne parlera pas en termes économiques (grâce à ses qualités inégalables, le pétrole restera indispensable au transport et la forme d'énergie la plus chère). L'Iran, qui produit uniquement *onshore*, espère que sa production de gaz passera de 173 Gm³/

5. Les amis de l'Europe, *The new geopolitics of energy*.

6. Voir Samuele Furfari, « Retour à la réalité », *La Revue de l'Énergie* n° 622 – novembre-décembre 2014.

an actuels à 250 Gm³. Avec 18,2 %, l'Iran possède les premières réserves au monde de gaz naturel – 34 trillions de m³ – devant la Russie (17,4 %). Notamment dans le golfe Persique, le pays partage avec le Qatar le champ gazier super-géant de Pars qui a permis en 2014 au Qatar d'exporter, sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), 103,4 milliards de m³ de gaz. Pour l'Iran, qui ne possède pas la technologie en mer, la production a été égale à 0.

Total avait signé un contrat pour explorer Pars, mais a dû suspendre sa mise en œuvre à cause des sanctions internationales. Le potentiel d'exportation de gaz naturel est très important, notamment le GNL dont l'accord prévoit explicitement l'exportation et cite également les mesures favorisant le développement du transport maritime des hydrocarbures, notamment pour les ports et les chantiers navals.

Les voisins de l'Iran sont aussi intéressés par ce gaz, notamment le Pakistan. La levée des sanctions économiques ouvre la voie pour relancer le gazoduc qui devait alimenter le Pakistan en gaz iranien, gelé à cause des sanctions, mais aussi car l'Inde et les USA poussaient pour réaliser le gazoduc TAPI (également appelé gazoduc transafghan) qui devrait transporter du gaz du Turkménistan – un géant du gaz – vers l'Inde en passant par l'Afghanistan et le Pakistan⁷. Toutefois, le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, hôte des saoudiens pendant son exil de six ans, ne voudra pas mécontenter à court terme l'Arabie saoudite qui va s'opposer à ce projet afin de ne pas faciliter la vie de son concurrent dans la course à l'hégémonie au Moyen-Orient.

Un chamboulement du marché gazier mondial se précise, avec une concurrence accrue et donc un prix à la baisse comme cela s'est produit pour le pétrole. Ce qui va favoriser la stratégie européenne visant à créer une plateforme gazière dans la mer Méditerranée, comme la

Commission européenne l'a annoncé dans sa communication sur « l'Union de l'énergie »⁸. Avec l'exportation du gaz iranien, le rôle du gaz russe va changer et l'on peut se demander quelle contrepartie la Russie a obtenu pour laisser ce futur concurrent s'installer sur le marché international du gaz.

Si l'Iran est en retard dans certains domaines, le pays est en avance concernant l'utilisation du gaz naturel dans les transports. Il y a

3,3 millions de véhicules fonctionnant au gaz naturel en Iran, soit 27 % du parc total. Le pays utilise un carburant alternatif, en train de se développer dans le monde, notamment dans le transport par camion, dans le maritime et dans le ferroviaire. Si, aux USA, c'est grâce au gaz de roche-mère que cette innovation propre et bon marché se développe, en Iran c'est sous la contrainte que cette solution a été mise en œuvre. D'une part, à cause de l'impossibilité d'exporter ce gaz naturel et, d'autre part, parce que le pays manque de capacité de raffinage pour produire le carburant automobile dont il a besoin (l'essence y est encore rationnée). L'embargo a frappé très durement un secteur de haute technologie comme le raffinage pétrolier, et l'accord de Vienne insiste à plusieurs reprises sur la levée des sanctions dans ce domaine, précisant même qu'il s'agit de faciliter des *joint-ventures* avec des entreprises internationales.

Non, l'accord iranien ne porte pas uniquement sur le nucléaire. Ce sera plutôt dans le secteur du pétrole et du gaz que les changements seront les plus importants avec des conséquences positives sur les marchés pétroliers et gaziers et, partant, sur la géopolitique mondiale. ■

Un chamboulement du marché gazier mondial se précise

Le rôle du gaz russe va changer

7. Samuele Furfari, *Le monde et l'énergie. 2. Les cartes en mains*, Editions Technip, 2007.

8. Commission européenne, communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement, cadre stratégique pour une Union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique clairvoyante en matière de changement climatique, COM (2015) 80 final du 25.2.2015.